

Jambes de droite, têtes de gauche : l'incroyable tour de prestidigitation d'Emmanuel Macron



Lorsqu'on examine le détail des nominations au gouvernement et surtout la composition des cabinets ministériels, on se rend compte qu'Emmanuel Macron est parvenu à fournir une base électorale de droite à une équipe de décisionnaires technocrates principalement venus du PS (au nez et à la barbe des électeurs concernés).

Avec Jean Petaux

Atlantico : Comme [Marc Endeweld le raconte dans un récent article pour La Tribune](#), Emmanuel Macron a placé, auprès de nombreux membres de gouvernements, dont un certain nombre sont issus de la gauche, des conseillers principalement venus du PS. Comment Emmanuel Macron a réussi cette habileté consistant à faire accepter progressivement à une base électorale de droite, qui constitue désormais une part non négligeable de son électorat, une équipe de décisionnaires (et de décisions) issus de la gauche ?

Jean Petaux : Il est pour le moins hasardeux d'imaginer que ce que vous appelez « la base électorale de droite » soit tellement au fait de l'état actuel du système politico-administratif français pour être informée et surtout électoralement consciente de la composition des cabinets ministériels, de la réalité des pouvoirs d'un Alexis Kohler (totalement inconnu du grand public) et des jeux subtils d'influence dans le petit « mundillo » politique du pays. En conséquence de quoi Emmanuel Macron n'a rien à faire accepter à une quelconque base électorale, de droite ou de gauche, puisque pour qu'il ait à mettre en application une telle stratégie plus ou moins machiavélique il faudrait qu'il en ait non seulement l'opportunité mais surtout la nécessité. Or les faits montrent qu'il n'a pas besoin de cela.

Comment Emmanuel Macron a-t-il remporté sa seconde élection présidentielle ? La réponse ne tient pas en une seule proposition. Considérons ici qu'il a su, tactiquement, jouer de son expérience de Président sortant pour rassurer une partie de l'électorat inquiet de la situation internationale et nationale. « En même temps », il a, sans trop de mal (compte tenu de la médiocrité de la concurrence), exposé sa compétence et sa connaissance des dossiers. Il a aussi su, une seconde fois, apparaître contre un rempart face à l'extrême-droite et à sa candidate, mobilisant même (au-delà des pronostics) plus de quatre électeurs melenchonistes sur dix qui ont accepté de voter pour lui au second tour en dépit de la détestation que le Président sortant leur inspirait et leur inspire encore. En développant cette stratégie électorale, doublée d'une non-campagne destinée à lui conférer une posture « présidentielle » et non de pas de candidat, Emmanuel Macron a maintenu son socle électoral et l'a même augmenté de 4% entre 2017 et 2022, au soir du premier tour. C'est sur son nom qu'il a été réélu et pas sur son programme politique. Encore moins sur son contrôle de la technosstructure politico-administrative des cabinets et des directions centrales des grandes administrations. Ce qui ne veut pas dire d'ailleurs que cette stratégie-là n'a pas eu lieu non plus. Mais c'est un autre problème et ce n'est pas forcément à rattacher à la stratégie qu'il a développée en vue de sa réélection.

Si l'on peut comprendre cet effet dû en partie à la nouveauté lors d'un premier mandat, qu'est-ce qui explique que le tour de prestidigitation ait fonctionné une seconde fois auprès de l'électorat de droite ? Ne l'ont-ils pas perçu dans la politique du premier mandat ?

Jean Petaux : Il n'y a ni magie ni ruse politique à mon sens ici. L'électorat de droite qui a rejoint Macron en délaissant les Jacob, Pécresse, Barnier mais aussi les Wauquiez, Retailleau ou Ciotti, correspond à une partie des soutiens d'Alain Juppé avant la primaire de la droite et du centre en 2016. C'est un électorat qui était soit proche de l'UDF fusionnée dans l'UMP puis dans LR (profil Raffarin, Malhuret) soit se reconnaissant dans la fraction « centriste » du RPR qui a soutenu Alain Juppé. Déjà en 2017 c'est cette fraction anciennement identifiée comme RPR au sein de l'IUMP que représentait Edouard Philippe dont la nomination à Matignon a été un « coup politique » bien plus réussi que celle d'Elisabeth Borne qui n'a provoqué aucun début de « frémissement » pour reprendre une terminologie employée par Lionel Jospin. Les électeurs de droite qui ont ainsi rejoint Macron en 2017 ont eu tout le loisir de constater, ces cinq dernières années, que Macron n'était pas une personnalité politique marquée à droite mais n'était pas non plus un dangereux « gauchiste » ni même un « socialiste réformiste ». Ils n'ont

donc pas été « victimes » d'une quelconque prestidigitation ou d'un habile « tour de passe-passe » digne du fameux bonneteau que les petits margoulins pratiquent « à la sauvette » sur un parapluie ouvert à l'entrée des champs de course. Pour les électeurs de la « droite républicaine », voter Macron c'est la meilleure option pour faire obstacle à un Mélenchon envisagé comme la voie d'accès la plus directe à la banqueroute nationale modèle grec 2008 à la puissance cent ou à une Le Pen comprise comme synonyme de tensions nationales considérables compte tenu de son programme politique et de régression rapide de la position de la France sur la scène européenne et internationale. La fraction des électeurs de droite qui, dès la présidentielle de 2017 se sont portés sur Emmanuel Macron et ont confirmé leur vote aux législatives qui ont suivi un mois plus tard en élisant une ou un député soutenant le tout nouveau président de la République n'ont pas été trompés par la suite. Emmanuel Macron a bien adopté des mesures économiques et sociales qui correspondaient à la plupart de leurs attentes et qui sont constitutives de ce que l'on peut désigner comme « un libéralisme économique tempéré ». Rien de magique là-dedans. Tout juste une forme de pragmatisme économique finalement assez proche d'une « économie sociale de marché » dont on a pu mesurer la dimension « très sociale » dans la gestion de la pandémie de Covid-19 à partir du 17 mars 2020 avec le fameux « quoi qu'il en coûte » érigé comme pilier central de la politique présidentielle.

On objecte souvent qu'il y a, au sein du gouvernement, des ministres de droite à des postes clés :Darmanin, Le Maire et maintenant Lecornu. Mais ces ministres ont-ils véritablement mené des politiques de droite ?

Jean Petaux : Tout dépend ce que vous appelez des « politiques de droite ». S'il s'agit d'un libéralisme économique totalement non-interventionniste pour l'Etat, une large dérégulation économique et financière chère à un Alain Madelin qui a peut-être été le plus « radical » dans l'application des recettes thatchériennes ou chères aux « reaganomics » des années 80, il est évident que la réponse à votre question est simple : tous les ministres dont vous citez les noms dans votre question n'ont jamais mené des « politiques de droite ». De la même manière que François Hollande n'a jamais mené une « politique économique de gauche » entre 2012 et 2017. Ce « bloc central » de gouvernement, que représente finalement assez bien un Bruno Le Maire, se reconnaît derrière la démarche politique, économique et sociale d'un Emmanuel Macron. La principale difficulté finalement pour les tenants de cette politique du « en même temps » c'est qu'elle peut aboutir à une forme d'immobilisme dû au fait qu'elle ne sait plus « trancher et choisir », verbes qui constituent pourtant l'essence même de l'acte de gouverner.

Parmi l'aile droite de la macronie et les transfuges de LR, ainsi que dans les réseaux sarkozystes, raconte encore La Tribune, on fulmine contre un "hold-up des technos du PS !", comment expliquer que cette aile de la majorité (se) laisse faire s'il elle désapprouve et qu'elle a conscience de la situation ?

Jean Petaux : Là encore cette interprétation ne me semble guère pertinente. Qu'est-ce que cela signifie les « technos du PS » ? A plus forte raison « un hold-up » de leur part qui « trusteraient » les cabinets ministériels. Il s'agit là d'une forme d'explication qui se veut rationnelle et politique d'un phénomène bien plus complexe que la simple appartenance

partisane et politique. De nos jours la référence à un parti politique n'a plus aucun sens. Le PS n'existe plus comme « écurie » organisée ayant une stratégie d'implantation. Pas plus d'ailleurs que Les Républicains ou toute autre formation politique. Même LREM, le parti du Président, n'a pas cette fonction. Ce qui compte aujourd'hui dans la composition des cabinets, dans la nomination aux plus hauts emplois de l'Etat, ce sont les réseaux affinitaires, les mêmes écoles, les mêmes « communautés », les « connaissances communes », etc. Quant à savoir si les « technos du PS » (à condition qu'ils aient existé) ont, ou pas, une influence, cela ne veut rien dire quant aux propositions politiques qu'ils vont élaborer, proposer et mettre en œuvre. Avoir été « Strauss-kahnien » avant 2011 ne nous dit rien des choix politiques une douzaine d'années plus tard... Déjà qu'à l'époque ce n'était pas synonyme d'un véritable « certificat de baptême » de gauche... Lequel certificat est, par ailleurs, indéfinissable et « incertifiable ». Même la Première ministre est bien difficile à cerner sur le plan de sa « généalogie idéologique » : au cabinet de Jospin à Matignon en 1997 ; puis proche du maire de Paris, Delanoë, élu en 2001, puis directrice du cabinet de Ségolène Royal dont les meilleurs experts de la vie politique française sont incapables d'identifier le corpus idéologique, hormis le fait qu'il procède d'une hypertrophie de son moi profond. L'aile droite de la majorité macroniste sait, mieux que quiconque, que les étiquettes politiques d'hier ont au moins un point commun avec les cache-sexes : elles sont appelées à disparaître quand on passe aux « choses sérieuses ». En l'occurrence : l'exercice du pouvoir. Qui, en provenance de « l'aile droite de la macronie », songerait à s'offusquer de telle ou telle « prise » de tel ou tel « bastion » politico-administratif ? La pratique est la même du côté d'Horizon, d'Agir, du MODEM... Sans compter, encore une fois, que ce n'est pas tant la fréquentation passée de telle ou telle chapelle qui importe, que la capacité de tel ou tel « clan » actuel et à se projeter (ou pas) dans telle ou telle écurie en cours de constitution dans la perspective de la succession d'Emmanuel Macron, d'ores et déjà ouverte, même si elle est programmée pour avril 2027.

Un contrecoup électoral de la part des électeurs de droite est-il envisageable à plus ou moins courte échéance ?

Jean Petaux : Ce serait très surprenant d'autant que les électeurs de droite, ceux en tous les cas qui sont demeurés comme tels et qui s'apprêtent à voter pour un candidat LR à la députation (du moins pour ceux qui restent en lice) et qui peuvent ainsi participer à faire élire un groupe de députés LR à l'Assemblée, risquent ainsi d'envoyer au Palais-Bourbon des députés qui constitueront un « groupe charnière » à même de voter les projets de lois gouvernementaux, au cas par cas, lors des négociations qui seront alors régulières et permanentes dans l'hypothèse où la coalition Ensemble n'obtiendrait qu'une majorité relative (moins de 289 députés). Dans ce cas-là les électeurs de droite constateront que leurs élus auront acquis une dimension politique bien plus stratégique que s'ils étaient dans une opposition systématique. Ces député LR auront alors beaucoup plus d'influence que les fameux « technos du PS » ayant investi les cabinets ministériels. Car l'Assemblée nationale aura retrouvé une importance politique que cinq années d'hégémonie de LREM avait contribué à lui faire perdre.